



# Évaluation du soutien de l'UE à la société civile dans les régions de l'élargissement et du voisinage ainsi qu'en Russie sur la période de 2007 à 2018

---

Résumé analytique

Mars 2020

---

*Évaluation réalisée pour le compte de la Commission européenne*



Lead Implementing Partner in  
partnership with

Adam Smith  
International

Centrum für Evaluation  
**CEval**  
Center for Evaluation



INTEGRITY



Consortium composé de :

Landell Mills Ltd, Adam Smith International Ltd, Le Groupe-conseil Baastel, CEval GmbH,  
ICON-INSTITUTE GmbH & Co. KG Consulting Gruppe, Integrity Research and Consultancy Ltd,  
IOD PARC, Linpico Sarl et PROMAN S.A.

Mandataire du consortium : Landell Mills  
Interlocuteur : Hannah Isaac

*FWC COM 2015*

*EuropeAid/137211/DH/SER/Multi*

*Contrat spécifique N°2018/397501*

**Évaluation du soutien de l'UE à la société civile dans les régions de l'élargissement et du voisinage ainsi qu'en Russie sur la période de 2007 à 2018**

**Cette évaluation a été commanditée par le CFP, l'unité de la programmation et de l'évaluation de la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR, Commission européenne)**

*Les opinions exprimées dans ce document représentent les points de vue des auteurs et ne sont pas nécessairement partagées par la Commission européenne ou par les autorités des pays concernés.*

# Résumé analytique

## Objectif, portée et contexte de l'évaluation

---

Cette évaluation contribue à la responsabilisation, l'apprentissage, la capitalisation et l'amélioration des politiques et des pratiques de l'engagement de l'Union Européenne (UE) vis-à-vis de la société civile dans les régions de l'élargissement et du voisinage ainsi qu'en Russie sur la période de 2007 à 2018. L'évaluation porte sur :

- **un soutien financier ciblé (*targeted support*)**, lorsque les actions visent à renforcer la participation de la société civile ;
- **un soutien intégré (*mainstreamed support*)**, à savoir un soutien à la société civile, comme partenaires opérationnels, dans le cadre de la coopération sectorielle de l'UE, et un soutien dans les efforts non financiers de l'UE pour promouvoir l'intégration des organisations de la société civile (OSC) dans le dialogue politique sectoriel ;
- **un engagement politique avec la société civile**, grâce par exemple au dialogue politique, à des forums multipartites et à des concertations impliquant les organisations de la société civile, dans les zones non couvertes par l'intégration (ci-dessus).

Le périmètre géographique de l'évaluation comprend :

- **La région de l'élargissement (c.-à-d. les candidats et les candidats potentiels)** : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo\*, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie, Turquie ;
- **Les pays du Voisinage Est ou oriental** : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine ;
- **Les pays du Voisinage Sud ou méridional** : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine\*\*, Syrie, Tunisie ;
- **La Fédération de Russie.**

## Approche méthodologique globale

---

L'évaluation a été conduite entre juillet 2018 et mars 2020 par une équipe d'experts confirmés en évaluation possédant de l'expérience dans le domaine de la société civile et une connaissance approfondie des régions couvertes par l'évaluation. Elle comporte quatre phases clés : 1) une phase initiale ; 2) une phase administrative ; 3) une phase de terrain ; et 4) une phase de synthèse et de rapport.

Une approche théorique a été retenue comme méthode d'évaluation, sur la base d'une série de logiques d'intervention reconstruites, une pour chaque sous-région. Les logiques d'intervention reconstruites sont un outil d'évaluation utilisé pour comprendre le parcours « prévu », les résultats et l'impact éventuel du soutien de l'UE à la société civile. Ils fournissent une trame sur laquelle les principales questions d'évaluation sont définies pour observer dans quelle mesure les facteurs, les influences et les processus clés ont contribué ou entravé la réalisation des résultats. Cet outil identifie également tous les résultats positifs ou négatifs imprévus.

L'équipe en charge de l'évaluation a créé un inventaire des actions de l'UE, qu'elle a classées par type de soutien - ciblé ou intégré - à la société civile. Un échantillon d'actions et d'initiatives non financières a été sélectionné pour l'examen de la documentation et l'entrevue. Pour des raisons de sécurité, aucun sondage n'a été réalisé avec des parties prenantes basées en Russie. Deux enquêtes en ligne (une pour le personnel de l'UE basé dans les Délégations de l'Union Européenne (DUE) ou à Bruxelles, responsable de la surveillance de l'engagement de la société civile dans les régions couvertes par l'évaluation, et une pour les participants de la société civile) ont été conçues pour atteindre les participants se trouvant dans les régions couvertes par l'évaluation. La revue documentaire incluait les documents tels que les plans d'action, les appels à propositions, les décisions de financement, les documents de stratégie par pays, les cadres uniques d'appui, les feuilles de route sur l'engagement envers la société civile, les études et les évaluations thématiques ainsi

\* Cette désignation est sans préjudice des positions concernant son statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

\*\* Cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance de l'État de Palestine et est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question.

que du matériel de formation et d'information pour le personnel de l'UE. Les missions sur le terrain au cours desquelles des entretiens ont été menés avec le personnel de l'UE et des représentants des OSC (bénéficiaires des subventions) ont été conduites dans toutes les régions ciblées couvertes par l'évaluation<sup>iii</sup> sauf la Russie. Parmi les parties prenantes consultées pour l'évaluation se trouvent les participants aux événements régionaux de la société civile et le personnel du siège de la Commission européenne (CE) à Bruxelles.

## Aperçu des fonds contractés pour des actions en faveur de la société civile

---

En dressant un inventaire de l'aide en faveur de la société civile, les évaluateurs ont voulu essayer de quantifier l'aide financière fournie par l'UE à la société civile et différencier le soutien « ciblé » (*targeted support*) du soutien « intégré » (*mainstreamed support*). Dans le but d'obtenir l'image la plus précise possible de la situation, l'analyse s'est concentrée uniquement sur les dernières années (2013-2018). Au cours de cette période, l'UE a fourni environ 250 millions d'euros chaque année, tout type de soutien confondu. Ce chiffre représente **7 % des fonds totaux de l'UE** contractés pour l'action extérieure dans les régions couvertes par la présente évaluation. L'importance relative des soutiens ciblés et intégrés dans le portefeuille d'actions cofinancées par l'UE et mises en œuvre par les OSC était similaire dans les régions de l'élargissement et dans les pays des Voisins Est et Sud.

Dans les régions de l'élargissement, le soutien ciblé et intégré représentait environ 5 % des fonds européens alloués à ces pays de 2013 à 2018 : 9 % dans les Balkans occidentaux et 1 % en Turquie, où l'environnement est de plus en plus délicat pour les OSC. Cependant, aucun engagement précis en faveur de la société civile n'est fléché dans le programme géographique.

Dans le voisinage oriental, la plupart des cadres uniques d'appui de niveau national affectent 5 % des fonds à la société civile. L'UE a atteint ce niveau de financement dans la plupart des pays, grâce à une combinaison de dépenses de programmes géographiques et thématiques.

Dans le voisinage Sud, la plupart des cadres uniques d'appui au niveau national affectent 5 % des fonds à la société civile. Plusieurs pays (Algérie, Égypte, Maroc) englobent le soutien à la société civile dans une catégorie plus générale de développement des capacités pour les parties prenantes des pays partenaires. L'UE a atteint ce niveau de financement dans la plupart des pays, grâce à une combinaison de dépenses de programmes géographiques et thématiques. La plupart des fonds alloués pour soutenir la société civile proviennent davantage d'un soutien intégré que d'un soutien ciblé.

Les instruments géographiques fournissent plus de 80 % des fonds européens alloués aux soutiens ciblés et intégrés. Le reste provient essentiellement des instruments thématiques tels que l'IEDDH (Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme), et l'instrument OSC-AL (Organisation de la Société Civile - Autorités Locales).

Alors que le volume des fonds alloués en tant que soutien ciblé ou intégré à la société civile est resté stable au cours des cinq dernières années, il y a un net contraste avec l'augmentation significative des fonds alloués pour le reste de la coopération européenne dans les pays couverts par la présente évaluation. Entre 2013 et 2018, le volume contractuel du soutien ciblé et intégré aux OSC a diminué de 20 %, tandis que le volume contractuel des autres types de soutien opérationnel de l'UE a augmenté de 57 %.

## Principales constatations et conclusions

---

**Pertinence** : l'environnement opérationnel et institutionnel de la société civile varie naturellement d'un pays à l'autre, et pourtant il existe des éléments structurels communs dans les contextes politiques de chacune des trois principales régions de cette évaluation qui ont guidé les objectifs et l'approche stratégique de l'UE pour soutenir la société civile. Dans la région de l'élargissement, la procédure d'adhésion à l'UE a défini l'orientation et la nature du soutien de l'UE. Le principal instrument financier, l'instrument d'aide de préadhésion (IAP), a renforcé et systématisé la participation de la société civile dans sa programmation et sa mise en œuvre. Là où l'environnement pour la société civile est devenu moins favorable, par exemple en Turquie, en Serbie et en Bosnie-Herzégovine, l'UE a ajusté son approche en conséquence. Cela a également été le cas dans le voisinage Sud où l'UE s'est adaptée aux changements majeurs en soutenant les processus démocratiques, ainsi que dans le voisinage Est et en Russie, où l'UE a continué de trouver des mécanismes pour soutenir la

<sup>iii</sup> Des missions ont été menées en Bosnie-Herzégovine, au Maroc, en Israël, en Palestine, en Arménie, au Bélarus, en Géorgie et en Ukraine.

société civile même lorsque le champ d'action s'est réduit au cours la période de l'évaluation. Par exemple, le soutien à l'engagement des OSC sur des thèmes non controversés et l'intégration de la société civile dans les secteurs non controversés de la coopération de l'UE peuvent conférer une légitimité et un soutien aux OSC même lorsque leur champ d'action pour participer aux processus démocratiques est restreint. Les Feuilles de route sur l'engagement envers la société civile (pays du Voisinage) ont été largement acceptées comme outil pour l'analyse conjointe et l'élaboration de priorités communes.

Dans ce contexte, l'UE a cherché à comprendre et à mieux répondre aux besoins de la société civile grâce à des processus de consultation plus systématiques, qui alimentent la conception et la mise en œuvre d'un soutien ciblé et facilitent l'engagement de la société civile dans le dialogue politique. Si de nombreux cas de participation positive de la société civile dans le dialogue autour des politiques publiques sont observés, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre un niveau significatif de pluralisme de la représentation de la société civile, et assurer un suivi pour rendre le dialogue moins ponctuel.

L'UE a développé divers mécanismes pour apporter un soutien à la société civile. Avoir ce choix d'options à sa disposition lui a permis de répondre de façon plus appropriée à la diversité du secteur de la société civile, qui inclue aussi bien les petites organisations opérant au niveau local que les grandes organisations internationales. Dans toutes les régions, le soutien financier à des tiers est considéré comme l'un des nouveaux moyens les plus efficaces d'étendre le soutien de l'UE à la société civile. Le nombre important d'actions mises en œuvre par les OSC (27 % du nombre total de contrats de soutien opérationnel aux régions de la présente évaluation) permet à l'UE de traiter un large éventail de problèmes spécifiques, de répondre rapidement aux problèmes émergents et de soutenir un éventail d'initiatives innovantes et pilotes.

Les OSC interrogées durant l'évaluation perçoivent le bien-fondé du soutien de l'UE à la société civile de façon plutôt positive, voire très positive. En fait, les observations critiques sur les questions de politique rapportées aux évaluateurs concernaient presque exclusivement des incohérences apparentes, ou des points sur lesquels les parties prenantes considèrent que l'UE devrait être plus cohérente et encore plus en adéquation avec la poursuite des trois priorités de la communication de 2012 de la Commission européenne « Les racines de la démocratie et du développement durable : Les engagements de l'Europe avec la société civile dans les relations extérieures » (2012), qui sont les suivantes : (1) intensifier les efforts pour promouvoir un environnement propice pour les OSC dans les pays partenaires ; (2) promouvoir une participation significative et structurée des OSC aux politiques intérieures des pays partenaires, au cycle de programmation de l'UE et aux processus internationaux ; et (3) accroître la capacité des OSC locales à assumer leur rôle d'acteurs du développement indépendants de façon plus efficace. Il n'y a pas de parties prenantes ni de groupe de parties prenantes significatifs dans les régions couvertes par l'évaluation qui ne proposent une réduction du soutien de l'UE ou même une approche sensiblement différente.

**Efficience** : le soutien ciblé et intégré à la société civile représente 27 % des contrats d'aide opérationnelle aux régions couvertes par la présente évaluation. Cela implique un engagement en temps considérable du personnel de l'UE, particulièrement au niveau des Délégations de l'UE (DUE). Dans un contexte de ressources humaines limitées, la gestion d'un grand nombre de petits contrats avec les OSC continue de représenter un défi non négligeable en matière d'efficience. Bien que ce critère rentre en ligne de compte dans les choix des DUE concernant les instruments et les mécanismes les plus appropriés à déployer, d'autres facteurs tels que la pertinence de la couverture thématique/des bénéficiaires cibles et la disponibilité des fonds sont également des éléments clés. Le mécanisme du soutien financier à des tiers est de plus en plus considéré comme un moyen efficace d'atteindre les OSC locales. Cependant, un certain nombre d'effets inattendus du soutien financier à des tiers peuvent être observés : bien que le soutien fourni par le biais des programmes de subventions soit plus efficace au niveau de la DUE, il ne permet pas d'assurer aux DUE une bonne visibilité sur les organisations bénéficiaires finales. De plus, il favorise les OSC internationales plus importantes ayant la capacité organisationnelle d'administrer les programmes de subventions. Les OSC nationales de niveau moyen peuvent être exclues, car elles sont trop grandes pour participer en tant que sous-bénéficiaires mais manquent de capacité pour participer en tant qu'organisations directrices. D'un autre côté, les soutiens intégrés à la société civile sont un moyen efficace et prometteur pour étendre et systématiser le soutien à la société civile. Ils sont encouragés par l'UE. Cependant, les dispositifs actuels de l'UE sont inadéquats pour mesurer l'efficience de cette approche.

**Efficacité** : l'engagement de l'UE auprès de la société civile a été très efficace pour renforcer son rôle dans les processus de dialogue politique, tels que les consultations politiques, ses réseaux et ses forums nationaux et régionaux. Cependant, l'efficacité du soutien financier ciblé a parfois été critiquée, le poids des procédures de l'UE étant considéré comme prépondérant. Les règles et les procédures associées à la candidature et à la mise en œuvre d'actions en réponse aux appels à propositions, telles que les procédures concurrentielles, les subventions ponctuelles et le manque de possibilités d'extension, n'encouragent pas le type de renforcement des capacités à long terme dont les OSC ont besoin pour devenir « professionnalisées ». Comme indiqué, l'UE a largement utilisé le soutien financier à des tiers pour étendre son soutien aux OSC

locales plus petites n'ayant pas la capacité organisationnelle de demander de façon indépendante un soutien de l'UE en réponse aux appels à propositions réguliers. Cependant, l'accent est mis à présent sur la coopération sur les thèmes de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et d'égalité des sexes, avec une moindre utilisation dans d'autres secteurs de coopération. L'analyse quantitative réalisée par cette évaluation a montré qu'un soutien important est fourni en raison du soutien intégré de l'UE. Cette dernière est une stratégie de plus en plus encouragée par la CE comme un moyen d'intégrer systématiquement la société civile dans tous les domaines de coopération, comme cela s'est produit en particulier dans le voisinage Sud pendant de nombreuses années. Cependant, les résultats de cette même évaluation suggèrent également que, même si l'intégration est de toute évidence répandue, le concept n'est toutefois pas largement et systématiquement compris par les DUE. Comme mentionné auparavant, il y a actuellement un manque d'outils appropriés de suivi et d'évaluation (S&E) permettant de déterminer si l'intégration est un moyen efficace de soutenir la société civile.

À l'heure actuelle, les dispositifs de l'UE ne reflètent pas et ne rendent pas compte efficacement de la quantité et de la qualité du soutien apporté à tous les niveaux de la société civile. Une grande partie des actions mises en œuvre par les OSC sont classées comme soutien à la gouvernance et à la société civile au lieu d'utiliser les codes sectoriels CAD alloués aux actions mises en œuvre par d'autres types d'organisations. De plus, l'évaluation n'a pas identifié d'outils de suivi ou de systèmes d'information européens efficaces identifiant par exemple, dans les pays partenaires voisins, la divergence entre les engagements indicatifs envers la société civile dans les cadres uniques d'appui (SSF) et les fonds réels engagés dans les décisions de financement (FD) ou, dans les régions du voisinage et de l'élargissement, les volumes et la distribution thématique de l'aide ciblée et intégrée. Le système de gestion de données OPSYS<sup>iv</sup> de l'UE n'enregistre pas les bénéficiaires du soutien financier à des tiers ni ne permet le regroupement des données selon le montant des subventions ou le nombre de bénéficiaires.

**Impact :** les impacts à long terme de l'engagement de l'UE envers la société civile varient selon les régions de la présente évaluation, ce qui reflète les objectifs politiques divergents qui ont régi le soutien à son voisinage et aux régions et partenaires de l'élargissement. Dans le voisinage Sud, l'approche intégrée de l'UE, qui s'est adaptée aux changements politiques importants au fil du temps, a contribué à la « professionnalisation » des OSC, leur permettant d'agir de manière indépendante et crédible pour répondre à un grand nombre d'intérêts de la société civile. Ces OSC ont été particulièrement efficaces lorsqu'elles ont bénéficié d'un soutien à long terme combiné à des opportunités de sensibilisation et de dialogue politique. Dans les régions de l'élargissement, l'adhésion à l'UE a fourni un cadre pour l'engagement de la société civile, et l'UE a fortement encouragé et soutenu la société civile en tant que partie intégrante de l'instrument IAP, assurant un rôle actif dans le processus d'élargissement. Dans le même temps, l'UE a encouragé les gouvernements à mettre en place une législation et une politique visant à améliorer la reconnaissance de la société civile par le gouvernement et à renforcer leur coopération, même si ces dernières ne sont pas encore suffisamment établies pour assurer une durabilité à long terme, comme la situation en Turquie l'illustre. Dans le voisinage oriental, l'engagement de l'UE auprès de la société civile a considérablement contribué à accroître la capacité des organisations de celle-ci. Cela a été particulièrement marquant dans le domaine des consultations et du dialogue politiques, tant au niveau national que bilatéral et international, où les compétences des OSC ont augmenté de manière générale. L'approche structurée de l'UE d'implication des OSC dans l'élaboration des politiques a contribué à accroître la visibilité et l'importance de la société civile dans les dialogues politiques dans la plupart des pays du partenariat oriental.

**Durabilité :** il y a eu une augmentation graduelle de la durabilité de la société civile sur la période couverte par la présente évaluation. L'UE a contribué à atténuer les évolutions négatives concernant l'environnement politique et institutionnel et a contribué à aider les OSC à s'adapter. De légères améliorations pouvant être associées au soutien de l'UE aux OSC et aux gouvernements des pays partenaires ont eu lieu dans certains pays. L'évaluation n'a pas identifié d'améliorations majeures dans la viabilité financière des bénéficiaires de subventions des OSC au cours de la période couverte par la présente évaluation. Les stratégies et les directives de l'UE expriment de plus en plus une conception large du développement des capacités, dépassant le cadre de la capacité de demande de subvention. Cependant, cette évaluation n'a pas trouvé de preuve évidente d'une diversification correspondante du soutien pour le renforcement des capacités. Malgré des investissements importants et durables dans le développement des capacités de la société civile, l'UE continue de traiter avec des OSC largement tributaire des donateurs. La procédure d'attribution des subventions concurrentielle ne permet pas à l'UE d'offrir une deuxième phase de financement aux bénéficiaires de subventions retenus par le biais d'attributions directes, mais certaines OSC reçoivent néanmoins un financement complémentaire dans le cadre de telles procédures. Les thèmes et le calendrier des appels à proposition varient, et la sélection et les contrats de subventions peuvent prendre beaucoup de temps. Dans

<sup>iv</sup> OPSYS est une plateforme informatique en cours de développement par les services de la Commission pour gérer efficacement l'ensemble du portefeuille d'interventions des relations extérieures de l'UE.

ce contexte, de nombreuses OSC démobilisent le personnel professionnel ou passent d'un thème à l'autre pour s'adapter à la disponibilité des fonds. L'UE continue de fournir un soutien important au développement des capacités dans le but d'améliorer l'aptitude des candidats à présenter une demande de subvention unique et compétitive, avec un investissement plutôt moindre dans le soutien au développement des capacités qui pourrait aider les OSC à diversifier leurs rentrées d'argent et à développer la mobilisation des ressources locales.

**Coordination, complémentarité et cohérence :** l'UE a engagé des efforts considérables dans la promotion de la coordination avec les États membres (EM) et les donateurs de même sensibilité. Ces donateurs ont participé activement à l'élaboration de la programmation conjointe européenne coordonnée par les DUE, aux Lignes directrices pour la société civile (candidats pour l'élargissement et candidats potentiels) et aux Feuilles de route sur l'engagement envers la société civile (pays du voisinage). La cohérence et la complémentarité ont dans l'ensemble été améliorées, même si la coopération des États membres dans certains pays du voisinage Sud est toujours affectée par des évaluations politiques et des priorités divergentes des services de l'UE et des États membres.

**Valeur ajoutée de l'UE :** l'UE a maintenu sa présence en tant que principal donateur de la société civile dans tous les pays couverts par la présente évaluation à une époque où de nombreux États membres, donateurs, fondations privées et OSC internationales ont réduit l'octroi de subvention. Dans la transition vers une programmation conjointe, de nombreux États membres de l'UE ont réduit leur soutien à la société civile, en particulier sur les thèmes de l'environnement favorable et du développement des capacités, qui sont au cœur de l'engagement de l'UE dans tous les pays. Ils ont également ajusté progressivement leur soutien pour rechercher une complémentarité avec les initiatives européennes.

Dans les Balkans occidentaux, en Turquie, en Moldavie, en Ukraine et en Géorgie, les changements auxquels l'UE a contribué n'auraient pas pu se produire en son absence. Dans le voisinage Sud, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, les changements auxquels l'UE a contribué auraient pu se produire sans son soutien, mais auraient été plus longs et auraient eu moins de chances de succès, et d'autres donateurs n'auraient pas apporté leur soutien de manière aussi importante si l'UE avait retiré son soutien. Dans la région de l'élargissement, l'UE tire parti avec succès des aspects politiques et opérationnels du renforcement mutuel ; les États membres et les donateurs de même sensibilité n'auraient pas eu la même influence. Cette dynamique se retrouve également dans les pays du voisinage, mais les mesures d'incitations de l'UE sont moindres et ne bénéficient pas d'un soutien aussi répandu que pour celui apporté aux candidats à l'élargissement et les candidats potentiels.

## Principales recommandations

---

**L'UE devrait renforcer son contrôle pour traduire les engagements politiques envers la société civile en une programmation efficace.** Cela concerne en particulier le faible alignement entre l'affectation des fonds et les fonds ciblés et intégrés réellement contractés, et les progrès en matière d'intégration de la société civile dans la coopération sectorielle. L'UE pourrait envisager d'affecter à la société civile une certaine partie des fonds bilatéraux alloués aux candidats à l'élargissement et aux candidats potentiels, comme elle le fait déjà dans le SSF pour les pays du voisinage.

**Les DUE des régions de l'élargissement et du voisinage devraient envisager d'autoriser le soutien financier à des tiers dans un plus grand nombre d'appels à propositions, étendant l'utilisation de ce mécanisme au-delà des modules thématiques où il se concentre actuellement : la gouvernance, les droits de l'homme et l'égalité des sexes.** Cela faciliterait l'engagement d'un plus grand nombre et d'un plus large éventail d'acteurs de la société civile. Cela pourrait contribuer à une participation plus locale et plus diversifiée sur le plan géographique, ainsi qu'à l'engagement d'acteurs spécialisés.

**La DG NEAR devrait envisager d'encourager les bénéficiaires de subventions à utiliser le mécanisme du soutien financier à des tiers comme objectif principal d'action.** Cela permettrait aux fondations existantes et aux OSC subventionnaires de fournir un grand nombre de petites subventions en utilisant des procédures simplifiées et flexibles. Cela est particulièrement approprié dans les situations où l'UE rencontre des difficultés persistantes pour atteindre des groupes spécifiques d'acteurs de la société civile.

**L'UE devrait améliorer ses outils de gestion de données et ses mécanismes de S&E pour mieux évaluer les progrès réalisés dans le renforcement du soutien à la société civile par le biais du soutien financier à des tiers.** Plus précisément, cela nécessiterait des fonctionnalités supplémentaires dans OPSYS, ainsi qu'un engagement accru de la direction de la DG NEAR à surveiller et à rendre compte de l'appui ciblé et intégré à la société civile.

**L'UE devrait continuer de promouvoir la stratégie d'intégration (*mainstreaming*) de soutien à la société civile et de renforcer ses connaissances et capacités institutionnelles sur la manière de mettre en œuvre cette stratégie en partageant l'expérience et les enseignements tirés entre les pays et les régions.**